

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. JAULIAC

☎ : 04.56.59.49.55

☎ : 04.56.59.49.96

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2015

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L. 171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société ISOCHEM au sein de son établissement situé rue Lavoisier sur la commune de Le-Pont-de-Claix ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015099-0014 du 9 avril 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes en date du 23 juillet 2015 (vérifié, adopté et transmis au préfet de l'Isère le 3 août 2015), réalisé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 10 juillet 2015 sur le site de la société ISOCHEM sur la commune de Le Pont-de-Claix ;

VU la lettre du 3 août 2015, par laquelle l'inspecteur de l'environnement de la DREAL a transmis son rapport à la société ISOCHEM et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de Le Pont-de-Claix, faisant office de contradictoire prévu aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de la société ISOCHEM en date du 18 août 2015, adressé au Préfet de l'Isère ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 10 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non respect des dispositions du chapitre 1.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°2015099-0014 du 9 avril 2015 ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à porter gravement atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment la sécurité et la salubrité publiques ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ISOCHEM de respecter les prescriptions du chapitre 1.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°2015099-0014 du 9 avril 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société ISOCHEM qui exploite des installations industrielles implantées sur la plate-forme chimique située sur la commune de LE PONT DE CLAIX, est mise en demeure de constituer, **avant le 1er octobre 2015**, les garanties financières telles que prescrites au chapitre 1.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°2015099-0014 du 9 avril 2015.

L'exploitant justifiera par écrit à l'échéance des délais, à l'inspection des installations classées, le respect des prescriptions susvisées, avec l'ensemble des éléments d'appréciation appropriés.

ARTICLE 2 – Faute par l'exploitant de respecter cette injonction, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par la réglementation en vigueur et notamment celles de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de LE PONT-DE-CLAIX et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la société ISOCHEM.

Fait à Grenoble, le

02 SEP. 2015

Le Préfet

Pour le Préfet / par délégation
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE